

LES ÉCONOMIES SUGGÉRÉES DANS L'EXPLOITATION DES  
AÉROPORTS

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, ma question s'adresse cette fois aussi au ministre des Transports. Il parle de l'ombre d'un doute. C'est un doute immense qui plane sur les raisons pour lesquelles le ministre a décidé de supprimer cette dépense. Le ministre voudrait-il nous dire pourquoi il en a fait une priorité au lieu d'éliminer les 50 millions que l'on dépensera à Mirabel cette année pour que cet aéroport continue de desservir un peu plus d'un million de voyageurs ou, dans le cas de Pickering, a-t-il songé à se défaire de l'investissement de 110 millions qui consiste uniquement en terrains qui ne sont utilisés pour aucun aéroport ou service de transport ferroviaire que ce soit? Pourquoi s'acharner à prendre VIA Rail comme cible des économies au lieu d'éliminer Mirabel ou Pickering?

● (1425)

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, relier Mirabel et Pickering à l'annonce de la rationalisation de VIA est, encore une fois, forcer la note à l'extrême.

**Une voix:** N'évaluez-vous pas les priorités?

**M. Pepin:** En supposant que des erreurs aient été commises au Canada dans le passé, ce qui est discutable—et l'on peut si l'on veut remettre l'affaire du *Bonaventure* sur le tapis—faut-il en commettre d'autres? Je ne comprends pas ce qui motive une question comme celle-ci.

J'ai expliqué à maintes reprises pourquoi nous avons décidé de rationaliser VIA. J'ai expliqué, à satiété, que des raisons budgétaires l'exigeaient. Il a semblé au gouvernement qu'il devenait inexcusable de dépenser 535 millions pour le transport ferroviaire, au moment où la clientèle de certaines lignes se fait extrêmement rare.

La deuxième raison qui motive notre décision relève de la politique des transports. Mes amis prennent VIA sous leur aile en ce moment. Ils sont en train de l'étouffer. Nous croyons que la façon de procéder que nous avons choisie va raffermir VIA au mieux des intérêts de la société elle-même et des personnes qu'elle sert. Nous en sommes profondément convaincus.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LA SUPPRESSION DES ÉCHAPPATOIRES FISCALES DONT  
PROFITENT LES RICHES

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. En 1968, le premier ministre promettait aux Canadiens une société juste. Depuis lors, les riches au Canada, quant à leur quote-part du revenu national, se sont comparativement enrichis, tandis que les pauvres se sont appauvris. Hier soir, à un dîner à \$175 le couvert organisé par le parti libéral à Toronto, le premier ministre promettait de renverser cette tendance. Après plus

Questions orales

d'une décennie d'hypocrisie manifestée dans le domaine économique, quelles raisons les Canadiens auraient-ils de le croire?

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Prenez la parole et répondez.

**M. Broadbent:** Le premier ministre se montre de toute évidence, ombrageux quand nous abordons la question. Je formulerai ma question en termes concrets et il consentira peut-être à me répondre contrairement à ses collègues qui adoptent une attitude hypocrite. Étant donné qu'il y a précisément deux ans, il y avait au Canada plus de 3,000 Canadiens gagnant plus de \$50,000 par an et près de 200 Canadiens gagnant plus de \$200,000 par an qui ne payaient aucun impôt sur le revenu—nombre d'entre eux sans doute assistaient au dîner hier soir à Toronto—le premier ministre supprimera-t-il par le prochain budget les échappatoires fiscales qui rendent la chose possible?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, sauf erreur le député répète là une recommandation qu'il a faite en prévision de la préparation du budget et nous l'examinerons. Je sais que le député a toujours des chiffres intéressants à citer.

Si nous en tenons compte, je me demande si le député et les membres de son parti se prononceront en faveur du budget une fois qu'il aura été présenté.

L'IMPÔT SUR LE REVENU DES SPÉCULATEURS FONCIERS

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, il serait agréable si, pour changer, le premier ministre ou son collègue qui est tout sourire, le ministre des Finances, pouvait prendre un engagement concret qui confirmerait les vagues promesses de justice, de partage et d'équité, ces mots touchants que le premier ministre a employés dans son discours d'hier. Le parti libéral disait-il a le sens du partage et des responsabilités.

Je vais prendre un autre exemple pour montrer l'hypocrisie de cette sublime déclaration. Il y a actuellement au Canada 100,000 propriétaires de maisons qui risquent sérieusement de ne plus pouvoir garder leurs maisons alors que nous avons un régime fiscal qui ne taxe les spéculateurs fonciers que sur la moitié des profits qu'ils réalisent, chose qui contribue à aggraver la crise du logement. Le premier ministre a-t-il au moins l'intention d'imposer ces personnes au même taux que le travailleur canadien moyen?

● (1430)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député souhaite donc—et je cite ses propres termes—que je prenne un engagement concret sur ce point et sur le précédent. Les principes de partage et d'équité que prône le parti libéral ne l'intéressent nullement. Il veut des engagements concrets. Il a une certaine expérience dans ce domaine et il sait que ces engagements concrets dont il parle font partie du budget, budget qui aurait dû être lu à la Chambre aujourd'hui si nous avions pu suivre nos intentions initiales.